

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 21

Proposition d'amendement au protocole:

Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Karel de Gucht, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre - Suppléant

- 1) L'Union développe une coopération qui associe toutes les autorités compétentes en matière de sécurité intérieure des États membres, ~~y compris les services de police, de douanes et d'autres services spécialisés~~ dans les domaines de la prévention ou de détection des infractions pénales, et des enquêtes en la matière.
- 2) A cette fin, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadres portant sur :
 - la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange d'informations pertinentes ;
 - la formation et les échanges de personnels, les équipements et la recherche ;
 - toute autre mesure, non visé au paragraphe suivant, favorisant la coopération entre les autorités visées au présent article.
- 3) Le **Parlement européen et le Conseil peuvent adopter, conformément à la procédure législative, à l'unanimité** des lois et des lois-cadre portant sur la coopération opérationnelle entre les autorités visées au présent article. ~~Il statue après consultation du Parlement européen.~~

Explication éventuelle :

- Il n'y a pas lieu de citer les autorités compétentes qui doivent être impliquées dans la coopération en matière de sécurité intérieure. Ces autorités peuvent en effet varier selon la coopération envisagée ou selon les systèmes juridiques.
- La procédure législative doit être d'application générale pour l'adoption de lois ou de lois-cadre.